



MINISTÈRE DE L'ÉCOLOGIE, DE L'ÉNERGIE,
DU DÉVELOPPEMENT DURABLE ET DE LA MER
en charge des Technologies vertes et des Négociations sur le climat



Direction Régionale de l'Industrie, de la Recherche
et de l'Environnement Auvergne

Aubière, le 26 novembre 2009

Groupe de Subdivisions Allier - Puy de Dôme
Subdivision Environnement Spécialisée 03-63

Département du Puy De Dôme

Installations Classées Pour La Protection de l'Environnement

Société CENTRE SPÉCIALITÉS PHARMACEUTIQUES (C.S.P.) S.A.

Commune de COURNON D'AUVERGNE

Extension des activités

Rapport de l'inspecteur des installations classées au Conseil Départemental de l'Environnement
et des Risques Sanitaires et Technologiques

P.J. : projet d'arrêté préfectoral

Par demande du 7 janvier 2009, M. BAUDRY Nicolas, agissant en sa qualité de Président du Directoire de la S.A. CENTRE SPÉCIALITÉS PHARMACEUTIQUES (C.S.P.), dont le siège social est situé 76 Avenue du Midi 63800 COURNON D'AUVERGNE, sollicite l'autorisation d'étendre les installations de stockage de produits pharmaceutiques qu'il exploite à la même adresse.

A cet effet, un dossier, constitué suivant les indications des articles R.512-3 à R.512-9 du Code de l'Environnement, a été déposé auprès des services préfectoraux le 28 mai 2009.

Le présent rapport fait la synthèse des éléments fournis par l'exploitant et expose l'avis de l'inspection des installations classées sur ce dossier.

Ce rapport fera l'objet d'une présentation en Conseil Départemental de l'Environnement et des Risques Sanitaires et Technologiques.

1 PRÉAMBULE – PRINCIPAUX ENJEUX DU PRÉSENT DOSSIER

La demande déposée vise à permettre l'extension des activités d'entreposage de la Société CSP.

Du point de vue de la protection de l'environnement, l'enjeu principal est représenté par les risques d'incendie et les conséquences d'un incendie sur le voisinage et l'environnement.

2 IDENTIFICATION DU PÉTITIONNAIRE

- Demandeur : CENTRE SPÉCIALITÉS PHARMACEUTIQUES (CSP)
- Siège social : 76 Avenue du Midi 63800 COURNON D'Auvergne
- Adresse de du site : idem
- Forme juridique : SA à directoire et conseil de surveillance
- N° SIRET : 857 200 521 0022
- Code APE : 511R
- Activité : Entreposage et distribution de produits pharmaceutiques

La société CSP, créée en 1951, exploite une base d'approvisionnement de produits médicamenteux destinés à être vendus aux niveaux national, européen et international (10% d'export).

Il s'agit d'une holding dont la famille BAUDRY est propriétaire à 60 %, les 40 % restant appartiennent à des actionnaires.

Son chiffre d'affaires 2007 a été de 91 700 k€, en progression, avec un résultat d'exploitation de 4 800 k€ .

L'activité de cette société, prestataire de service, est le stockage, le conditionnement et la distribution de produits finis.

L'entrepôt de Cournon-d'Auvergne existe depuis 1974 et a fait l'objet d'une extension en 2001. Une 2^{ème} plate-forme logistique est implantée à Moussy-le-Neuf.

La société CSP emploie actuellement 400 personnes sur son site de Cournon d'Auvergne. L'extension envisagée prévoit d'atteindre un effectif de 500 personnes.

Elle est certifiée ISO 9000 – V 2000 ; le site de Cournon est certifié ISO 14 001 ; la notion de qualité environnementale est clairement exprimée dans la déclaration de politique qualité signée du Président du Directoire.

3 PRÉSENTATION SYNTHÉTIQUE DU DOSSIER DU DEMANDEUR

3.1 Site d'implantation

La Société CSP est implantée en zone industrielle, en périphérie Sud-Ouest de COURNON, à 1,8 km du centre de l'agglomération, sur un terrain dont elle est le propriétaire

Ses coordonnées Lambert 2 étendu sont : x = 665 418 , y = 2 080 942 (entrée du site).

Le terrain occupe une surface globale de 94 000 m², dont 30 600 m² d'espaces verts, 25 000 m² de parking et voiries, sur les parcelles cadastrées suivantes :

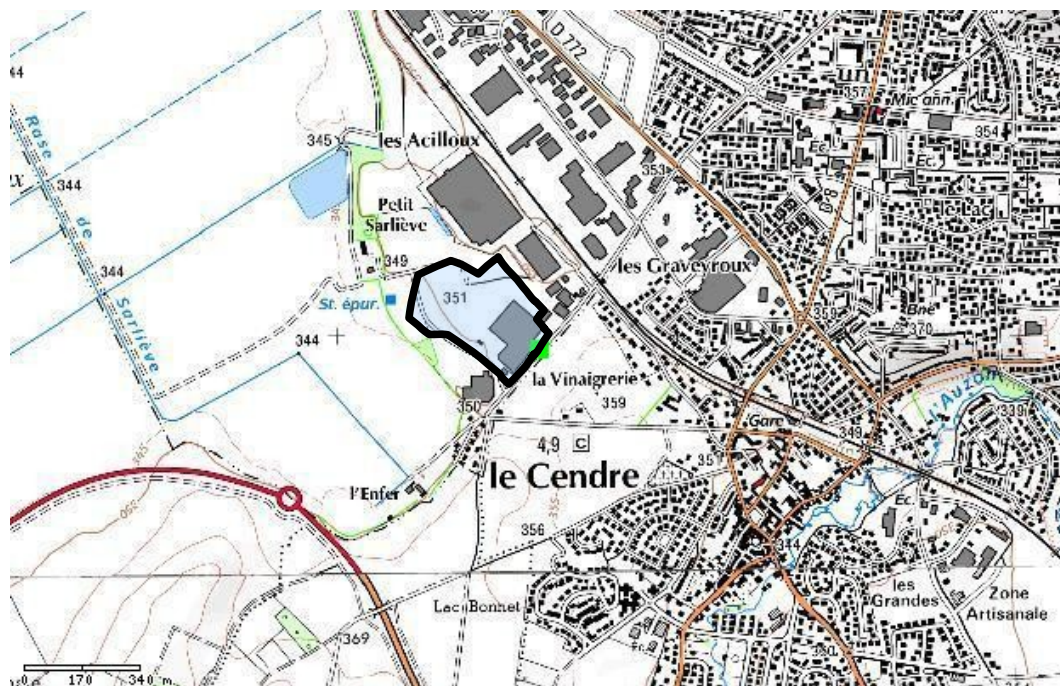
<i>Communes</i>	<i>Parcelles</i>
COURNON D'Auvergne	Section CB n° 22, 30, 41, 45, 49, 59 à 62, 69 et 72
	Section YB n° 33, 34, 41 et 46

L'établissement est entouré du voisinage suivant :

- côté nord-est : la société ATAC LOGISTIQUE et les établissements VALVERT ASSAINISSEMENT, PY & FILS, LIBELL et TECMET;
- côté Sud-Est : l'avenue du Midi et des terrains agricoles ; des habitations à 140 m à l'Est ;
- côté sud-ouest : la nouvelle voie de contournement du secteur puis un bâtiment dont CSP est le locataire et dans lequel elle stocke des médicaments (78 avenue du Midi) puis des habitations à 140 m au Sud et des terrains agricoles ;
- côté nord-ouest : une aire des gens du voyage et des terrains agricoles.

Les habitations les plus proches sont situées à 140 m à l'Est et au Sud des limites de propriété.

Une aire des gens du voyage est implantée à 90 m au nord-ouest du projet d'extension.



3.2 Activités

Le dossier du pétitionnaire fait apparaître les éléments suivants :

Les activités du site consistent en opérations de stockage, conditionnement et distribution de produits finis : produits pharmaceutiques, parapharmaceutiques, d'hygiène et de beauté (3 000 à 5 000 références) ; ils se répartissent en :

- produits secs (plantes),
- médicaments humains et vétérinaires,
- produits de beauté,
- vaccins et matières premières,
- plaquettes de présentation des clients représentés par CSP.

Certains produits contiennent une proportion de liquide inflammable (alcool isopropylique) de l'ordre de 0,8 %. Ces produits, de point éclair allant de 14 à 24,5 °C, restent des liquides inflammables.

Certains produits sont sous forme d'aérosols, renfermant un gaz inflammable liquéfié comme propulseur et un produit actif qui peut être un liquide inflammable ; ces aérosols présentent, suivant leur composition, une chaleur de combustion inférieure ou supérieure à 20 kJ/kg.

Les emballages de ces produits sont souvent constitués de matières plastiques (PE, PP, PS, PU, PVC, ABS), de papiers et cartons et de palettes.

Les opérations réalisées sur le site sont les suivantes :

- réception des produits conditionnés en boîtes, sur palettes, par des camions appartenant à des sociétés extérieures,
- stockage des palettes, éclatement des produits sur palettes en lots spécifiques préparés par le personnel de l'entrepôt afin d'approvisionner les clients (hôpitaux, cliniques, pharmacies, médecins, vétérinaires, grossistes,...) selon leurs commandes.

La livraison des clients est effectuée par la flotte de camions appartenant à la SA CSP sous le nom de TRANSLAB (Transport Santé Publique).

3.2.1 Activités actuelles

Les bâtiments existant sont les suivants :

- un entrepôt, dit dépôt 1, d'une surface de 13 546 m² et d'un volume de 176 300 m³, comprenant :
 - une zone de stockage de grande hauteur sur palettier, dite MGH1, d'une surface de 7 289 m² et d'une hauteur sous ferme de 11,56 m, soit un volume de **84 480 m³**,
 - une zone de préparation 1 d'une surface de 6 257 m²,
 - un local de charge de batteries dans un local interne à la zone de préparation 1;
- un entrepôt, dit dépôt 1A, d'une surface de 2 916 m² et d'un volume de 19 292 m³, comprenant :
 - une zone de stockage sur palettier, dite zone 1A, d'une surface de 1 013 m² et d'une hauteur sous ferme de 5,2 m, soit un volume de **5 268 m³** ; cette zone contient les liquides inflammables pour un volume maximal de 120 m³,
 - une grande chambre froide d'une surface de 781 m² et d'une hauteur sous ferme de 10,5 m, soit un volume de **8 200 m³**,
 - une zone de préparation froide, commune à la zone de stockage et à la chambre froide d'une surface de 1 122 m²,
 - un surgélateur d'un volume de l'ordre de 30 m³;
- des locaux techniques : le local sprinkler, le transformateur,
- un bâtiment administratif.

Le volume global de stockage existant est de **97 948 m³**.

3.2.2 Extension envisagée

□ L'extension du site envisagée permettra l'augmentation des capacités de stockage et de préparation ; les produits stockés seront identiques aux actuels.

Elle consistera en l'ajout d'un second entrepôt, d'une surface de 19 656 m² qui comprendra:

- un dépôt, dit dépôt 2, comprenant :
 - une cellule de stockage de grande hauteur sur palettier, dite MGH2, d'une surface de 5 894 m² et d'une hauteur sous ferme de 10,5 m, soit un volume de **61 887 m³**;
 - sur l'avant, côté Sud-ouest, une zone de préparation 2, d'une surface globale de 4 360 m², avec quais en façade ;
 -
- un dépôt, dit dépôt 3, comprenant:
 - une cellule de stockage de grande hauteur sur palettier, dite MGH3, d'une surface de 5 019 m² et d'une hauteur sous ferme de 10,5 m, soit un volume de **52 700 m³**;
 - sur l'avant, côté Sud-ouest, une zone de préparation d'une surface globale de 4 383 m², avec quais en façade ;
 - Nota: les deux zones de préparation 2 et 3 ne sont pas séparées l'une de l'autre, elles représentent une surface totale de 8 743 m²;
 - cette zone de préparation 3 contiendra également un stockage d'un volume maximal de 120 m³ d'aérosols sur une hauteur maximale de 5m dans un local séparé ;
- un nouveau local de charge dans un local interne à la zone de préparation 2 - 3 ,
- une zone de tri et de stockage des déchets en façade ouest des zones de préparation 2 et 3 ,
- de nouveaux bureaux en façade ouest des zones de préparation 2 et 3.

Le volume global de stockage prévu dans l'extension est de **114 586 m³**.

□ Après extension, les différents bâtiments seront affectés ainsi:

- dépôt 1:
 - stockage MGH1 : stockage de produits pharmaceutiques sur palettiers, 84 480 m³,
 - zone de préparation 1 d'une surface de 6 257 m²,
 - local de charge,
- dépôt 1A :
 - zone de stockage 1A, de 5 268 m³, contenant les liquides inflammables pour un volume maximal de 120 m³,
 - grande chambre froide, de 8 200 m³,
 - une zone de préparation froide, d'une surface de 1 122 m²,
 - un surgélateur d'un volume de l'ordre de 30 m³;
- dépôt 2 :
 - stockage MGH2, d'un volume de 61 887 m³;
- dépôt 3 :
 - stockage MGH3, d'un volume de 52 700 m³;
- zone de préparation 2 et 3, d'une surface de 8 743 m²;
 - local de stockage des aérosols, contenant un volume maximal de 120 m³ d'aérosols,
 - local de charge ;
- des locaux techniques : local sprinkler, transformateurs;
- un bâtiment administratif.

Globalement, le volume de stockage de marchandises passera à **212 534 m³**.

Cette extension s'accompagne de la création de deux nouveaux accès au site, l'un côté Ouest, l'autre à l'angle nord-ouest, à partir de carrefours giratoires créés sur la voie publique.

□ Les dispositions constructives des cellules projetées seront les suivantes (éléments issus notamment du plan au 1/200 joint) :

- dépôt 2 :
 - structure béton (constituée de poteaux et poutres de charpente en béton),
 - paroi entre dépôt 2 et dépôt 1 (existant) : mur coupe feu 2h (classe REI 120) avec 1 porte de communication coupe feu 2h (classe EI 120) et des issues de secours CF 2h ;
 - paroi de séparation entre les dépôts 2 et 3 : mur coupe feu 2h (classe REI 120) avec 1 porte de communication coupe-feu 2h (classe EI 120) et des issues de secours CF 2h ;
 - paroi de séparation entre le dépôt 2 et la zone de préparation 2 : mur coupe feu 2h (classe REI 120) avec une porte de communication coupe feu 2h (classe EI 120) et des issues de secours CF 2h ;
 - mur extérieur côté Est : écran thermique CF 2h (REI 120) sur une hauteur de 4m puis bac acier double peau au-dessus ;
 - couverture: bac acier + étanchéité multicouche ; toiture classée T30/1;
 - sol béton;
 - hauteur sur acrotère 12,5 m, sous acrotère 12,1 m;
- dépôt 3 :
 - structure béton (constituée de poteaux et poutres de charpente en béton) ;

- paroi de séparation entre le dépôt 3 et la zone de préparation 3 : mur coupe feu 2h (classe REI 120) avec une porte de communication coupe feu 2h (classe EI 120) et des issues de secours CF 2h ;
- mur extérieur côté Est : écran thermique CF 2h (REI 120) sur toute la hauteur ;
- mur extérieur côté Nord : mur CF 2h (REI 120) sur toute la hauteur ;
- couverture: bac acier + étanchéité multicouche ; toiture classée T30/1;
- sol béton ;
- hauteur sur acrotère 12,5m, sous acrotère 12,1 m ;
- zone de préparation 2 – 3 :
 - structure béton (constituée de poteaux et poutres de charpente en béton) ;
 - zone de préparation 2, face au dépôt 2, et zones de préparation 3, face au dépôt 3, non séparées mais en continuité l'une de l'autre ;
 - paroi entre la zone de préparation 2 et la zone de préparation 1B (existante) : mur coupe feu 2h (classe REI 120) avec 1 porte de communication coupe feu 2h (classe EI 120) et une issue de secours CF 2h ;
 - mur extérieur côté Ouest vers les quais : béton sandwich de laine de roche sur 4 m de haut puis bardage acier double peau au-dessus ;
 - mur extérieur côté Nord : bardage acier double peau,
 - couverture: bac acier + étanchéité multicouche ; toiture classée T30/1;
 - sol béton ;
 - hauteur sur acrotère 12,5m, sous acrotère 12,1 m ;
- local de stockage des aérosols : murs coupe-feu 2h (REI 120) jusqu'au sommet du stockage (5m), avec une porte de communication coupe feu 2h (classe EI 120) avec la zone de préparation 2 – 3 ;
- local de charge: murs coupe-feu 2h (REI 120), plafond coupe-feu 2h (REI 120), avec une porte de communication coupe feu 2h (classe EI 120) avec la zone de préparation 2 ;
- bureaux: murs coupe-feu 2h (REI 120) entre bureaux et zone de préparation 2 avec une porte de communication coupe feu 2h (classe EI 120).

3.2.3 Utilités

- Électricité :
 - deux postes de transformation avec transformateurs secs existent actuellement ; un troisième poste sera installé avec un transformateur à huile ;
 - 2 groupes électrogènes de 80 et 120 kW existent actuellement et servent à l'éclairage de sécurité, à la continuité électrique, en secours et en EJP, un troisième groupe de 120 kW sera installé ;
- Eau : l'alimentation en eau se fait à l'entrée ouest par le réseau de la ville;
- Stockages de liquides inflammables :
 - 1 réserve de 1000 l pour les moto-pompes de l'installation de sprinklage,
 - 2 cuves de de FOD de 140 l et 300 l pour l'alimentation des groupes électrogènes, une troisième de 870 l équippa le troisième groupe électrogène ;
- Chauffage :
 - par pompes à chaleur air-air en toiture (« rooftops ») dans les cellules de stockage et les zones de préparation,
 - par convecteurs électriques dans les bureaux ;
- Production d'air comprimé : 2 compresseurs de 7,5 kW de puissance unitaire situé au-dessus du local de charge situé en zone de préparation 1 ;
- Réfrigération, climatisation :
 - 2 groupes de 33 et 83 kW, fonctionnant au R404, pour le refroidissement des deux chambres froides,

- 8 groupes d'une puissance globale de 178 kW, fonctionnant au R22 ou au R407c, pour la climatisation des bureaux, locaux électriques, dépôt 1, etc.,
- dans l'extension, deux groupes de 304 et 285 kW, fonctionnant au R407 ou au R410A seront installés pour la climatisation des deux dépôts 2 et 3 et des zones de préparation 2 et 3 ;
- Installations de charge de batteries :
 - un local de charge situé dans la zone de préparation 1B, d'une puissance de 104 kW,
 - dans l'extension, un local de charge sera implanté dans la zone de préparation 3, d'une puissance de 100 kW;
- Local sprinkler: implanté à 30 m de la façade sud-ouest de la zone de préparation existante, il abrite les pompes diesel alimentées au GO pour le maintien en pression du système d'extinction automatique ; la réserve d'eau de 470 m³ est implantée à proximité.

3.2.4 Rythme et durée de fonctionnement

L'établissement fonctionne 5 jours par semaine, 24h/24, du lundi 3h30 au samedi 4h30.

3.2.5 Classement des installations

L'établissement a fait l'objet au titre de la réglementation des installations classées pour la protection de l'environnement d'une autorisation préfectorale d'exploiter du 14 septembre 2001.

A l'examen du dossier de demande, les installations envisagées sont classables sous les rubriques suivantes de la nomenclature des installations classées :

Rubriques	Désignation des activités	Volume actuel ⁽¹⁾	Volume après extension ⁽¹⁾	Régime ⁽²⁾	Seuil ⁽³⁾
1412-2	Stockage en réservoirs manufacturés de gaz inflammables liquéfiés : stockage d'aérosols	-	5 t	NC	6 t
1432-2a	Stockage en réservoir manufacturés de liquides inflammables : - 120 m ³ de produits renfermant des LI - 2,5 m ³ de FOD	Céq = 520m ³	Céq = 121 m ³	A	10 m ³
1510-1	Stockages de produits combustibles (> 500 t) en entrepôts couverts : - 4 cellules de stockage : 204 334 m ³ - 1 chambre froide : 8 200 m ³	100 900 m ³	212 534 m ³ 65 000 t	A	50 000 m ³ 500 t
1530-2	Dépôts de bois , papier, carton ou matériaux combustibles analogues: palettes et cartons d'emballage	Non précisé	85 000 m ³	A	20 000 m ³
2662-a	Stockage de polymères : emballages	Non précisé	15 000 m ³	A	1 000 m ³
2663-1a	Stockage de marchandises renfermant des plastiques à l'état alvéolaire	Non précisé	15 000 m ³	A	2 000 m ³
2663-2a	Stockage de marchandises renfermant plus de 50 % en masse de plastiques	Non précisé	85 000 m ³	A	10 000 m ³
2910-A	Combustion (installations de combustion) : 3 groupes électrogènes P totale 0,32 MW	Non précisé	0,32 MW	NC	2 MW
2920-2-b	Installations de réfrigération ou compression : - compresseur 15 kW - groupes frigorifiques : 857 kW	83 kW	883 kW	A	500 kW
2925	Accumulateurs (ateliers de charge d')	40 kW	200 kW	D	50 kW

⁽¹⁾ Volume d'activité correspondant au projet du demandeur

⁽²⁾ Régime correspondant (AS, A, D, NC)

⁽³⁾ Seuil du régime considéré pour la rubrique considérée

4 L'IMPACT EN FONCTIONNEMENT NORMAL ET LES MESURES DE RÉDUCTION

Le dossier du pétitionnaire fait apparaître les éléments suivants :

4.1 Pollution des eaux

Le cours d'eau le plus proche du site est la Grande Rase de Sarliève, à 500 m, puis l'Auzon à 900 m à l'Est, affluent de l'Allier.

L'Allier coule à Cournon, à 2,5 km à l'Est du site CSP ; sa qualité est de 1B « bonne ».

La nappe alluviale de l'Allier alimente les agglomérations de Cournon et de Clermont-Ferrand. Le champ captant de Clermont-Ferrand se situe sur la commune de Cournon et d'autres en aval ; il est protégé par des AP de DUP de 2001. Les captages de Cournon ne sont pas protégés par des périmètres de protection institués.

L'établissement de CSP se situe à 3 km au Sud-ouest des captages, en amont hydraulique.

Le SDAGE Loire-Bretagne a été approuvé en 1996; sa révision est en cours; la commune de COURNON est concernée par le SAGE de l'Allier aval.

La hauteur moyenne de précipitations est de 591 mm/an à Aulnat.

4.1.1 Alimentation en eau – Utilisation

L'alimentation en eau est assurée par le réseau public.

La consommation en eau liée aux besoins domestiques a été de 5 330 m³ en 2007; avec l'extension, elle devrait passer à 8 250 m³.

Outre les usages sanitaires, majoritaires, elle est utilisée

- pour le lavage des sols par auto-laveuse : les eaux de lavage des sols consomment un peu moins de 2 m³ par semaine, soit 100 m³/an.
- pour l'alimentation des moyens incendie.

4.1.2 Rejet des eaux usées

Eaux usées domestiques : estimées à 37,5 m³/jour, elles sont rejetées au réseau d'assainissement communal unitaire relié à la station d'épuration de CLERMONT-FERRAND (3 Rivières) dont l'exutoire est l'Artière, affluent de l'Allier.

Il n'y aura pas de rejets d'origine industrielle proprement dite.

Les eaux de lavage des sols lavés par des auto-nettoyeuses sont rejetées avec les eaux domestiques ; leur volume est estimé avec l'extension à 0,5 m³/j, ce qui représente les flux journaliers maximum suivants : 5 kg/j MES, 3 kg/j DCO et 0,5 kg/j d'HC.

4.1.3 Rejet des eaux pluviales

Les voiries parking représentent une surface imperméabilisée de 25 000 m², les toitures une surface imperméabilisée de 39 535 m².

Les eaux pluviales des voiries et parking actuels passent par un séparateur d'hydrocarbures avant de se rejeter dans le réseau communal d'eaux pluviales relié à l'Auzon.

Un deuxième séparateur hydrocarbures sera rajouté lors de l'extension.

Les eaux pluviales de toiture seront rejetées dans le réseau communal d'eaux pluviales relié à l'Auzon.

4.2 Pollution de l'air

Les vents sont orientés majoritairement Nord-Sud ainsi qu'à l'Ouest.

Le site de surveillance de la qualité de l'air le plus proche est à Gerzat, à 15 km au N-O du site CSP : les normes de qualité y sont respectées.

L'établissement est implanté en zone d'activité et entouré de voies routières.

Les impacts sur l'air sont liés :

- aux gaz d'échappement des véhicules de transport de marchandises ; ces véhicules auront l'obligation d'arrêter leur moteur durant les opérations de chargement et déchargement ; leur vitesse est limitée sur le site ;
- aux fluides frigorigènes : ils sont récupérés lors des interventions nécessaires et détruits ou recyclés ; un contrôle d'étanchéité régulier sera réalisé.

4.3 Bruit

Les installations de CSP sont situées dans une zone d'activités commerciales et industrielles, avec des axes routiers et une voie de chemin de fer. Les nuisances sonores principales sont dues au trafic routier.

Les zones habitées sont situées à 140 m à l'Est et au Sud. Une aire des gens du voyage est implantée à 90 m au nord-ouest du projet d'extension. Il existe des locaux industriels et commerciaux occupés par des tiers aux alentours de l'établissement.

La source d'émissions sonores principale de CSP est la circulation et la mise à quai des camions.

L'exploitant présente les résultats des mesures de bruits faites en mai et octobre 2007 :

- en limites de propriété de l'établissement côtés Nord et Ouest de l'extension projetée : les niveaux du bruit ambiant mesurés (Leq) sont de 47,5 dB(A) de jour et de 45,5 à 46 dB(A) de nuit ;
- en limites de propriété de l'établissement aux angles Nord-Est et Sud de la partie existante : les niveaux du bruit ambiant mesurés (Leq) sont de 53,5 et 50 dB(A) de jour et de 40,5 et 47,5 dB(A) de nuit ;
- l'émergence déterminée plus au sud de CSP en zone à émergence réglementée est nulle pour un niveau résiduel de 45,5 dB(A) de jour et de 43 dB(A) de nuit.

L'exploitant indique que les nuisances sonores sont minimisées en raison des dispositions prises :

- vitesse réduite sur le site,
- bennes compacteuses des déchets utilisées seulement de jour,
- isolation acoustique du groupe sprinkler et des groupes froids.

4.4 Gestion de déchets

Les déchets dangereux liés aux opérations de logistique consistent en produits détériorés et en emballages résultant des opérations de préparation des expéditions : déchets de produits médicamenteux, aérosols, produits absorbants souillés,

Les autres déchets dangereux proviennent de la maintenance, des nettoyages : pots de peinture, emballages souillés par des solvants, bidons vides, piles et accumulateurs, divers.

L'établissement est également producteur de déchets électroniques et électriques (DEEE), de déchets banals (DIB) et d'ordures ménagères.

Les déchets principaux produits sont répertoriés au tableau ci-dessous :

<i>Code déchet - Annexe II de l'Art. R.541-7 du Code de l'Env.</i>	<i>Nature du déchet</i>	<i>Quantité annuelle (t)</i>	<i>Filière de traitement</i>
15 01 01 - 15 01 02	Emballages papier, cartons, plastiques	205 t	Valorisation matière
	Emballages papier, cartons, plastiques	150 t	Enfouissement
18 02 08 *	Médicaments et emballages	500 t	Incinération
15 02 02 *	Produits absorbants	1 t	Incinération
16 06 01 *	Batteries	2 t	Recyclage par fournisseur

* déchets dangereux

Divers points de collecte de déchets sont en place dans les deux bâtiments, avec bacs de collecte, bennes, dont certaines spécifiques pour les médicaments, bacs étanches pour huiles et batteries,

4.5 Utilisation rationnelle de l'énergie

La manutention des marchandises se fait par des chariots automoteurs électriques ; ils sont limités en terme de consommation énergétique dès leur conception.

Les zones de stockage sont équipées d'une régulation assurant une température entre 15 et 25 °C toute l'année.

Les bureaux sont isolés thermiquement.

4.6 Urbanisme - Paysage

4.6.1 Paysages, sites

a) Deux zones Natura 2000 existent sur le territoire de la commune : « Val d'Allier, Pont du Château, Jumeaux, Alagnon » n° FR8301038 et « Vallées et coteaux xérothermiques des Couzes et de Limagne » n° FR8301035. Le site de CSP se situe en dehors de ces zones.

b) La ZNIEFF de type 1 « Puy d'Anzelle – Puy de Bane » et les deux ZNIEFF de type 2 « Lit majeur de l'Allier moyen » et « Côteaux de Limagne Occidentale » sont délimitées sur le territoire de la commune.

Le site CSP est situé en totalité dans la ZNIEFF de type 2 « Côteaux de Limagne Occidentale ».

c) Aucune ZICO n'a été répertoriée sur le territoire de la commune.

d) Un arrêté de protection du biotope constitué par le plateau des Vaugondières et le sommet du Puy d'Anzelle est prescrit. Le site de CSP n'est pas touché.

e) Trois sites sont recensés sur la commune : un site classé, l'église et deux sites inscrits, le château de Sarliève et le château de la Ribeyre, tous trois à plus de 500 m de CSP.

4.6.2 Zones d'appellation

La commune de COURNON D'AUVERGNE est couverte par plusieurs zone d'appellations AOC : 3 fromages, 3 vins, 2 viandes.

4.6.3 Urbanisme

Les bâtiments de CSP sont implantés en zone 1 AUi du PLU de COURNON, « zone insuffisamment équipée pour permettre une utilisation immédiate mais dont l'urbanisation a été décidée pour accueillir des activités de production industrielle, artisanale, commerciale ou de service. »

Les Installations Classées Pour La Protection de l'Environnement y sont admises.

4.6.4 Impact visuel

Le pétitionnaire indique que les dimensions du bâtiment envisagé sont susceptibles de créer une barrière visuelle dans le paysage. Le chantier de construction se fera en plusieurs phases: dépôt 2 et préparation 2 en premier, dépôt 3 et préparation 3 un ou deux ans après.

Le bâtiment est de dimensions équivalentes à celles des bâtiments logistiques déjà implantés à proximité.

Les espaces verts sont engazonnés et plantés d'arbres et d'arbustes ; des arbres à haute tige d'espèces locales seront plantés en périphérie des voiries et parcs de stationnement.

4.7 Impact sur les transports

L'accès actuel au site se fait par l'avenue du Midi côté Sud.

L'extension s'accompagne de la création de deux nouveaux accès au site, l'un côté Ouest pour les véhicules légers, l'autre à l'angle nord-ouest pour les véhicules lourds, à partir de carrefours giratoires créés sur la voie publique.

Les quais sont implantés en façade ouest ; des zones d'attente pour les PL seront aménagées à l'intérieur du site.

Les voies de circulation internes permettront les croisements et les manœuvres de camions.

Le trafic généré par l'activité sera d'environ 120 camions par jour, soit 240 mouvements quotidiens. Ce trafic, prenant en compte l'extension, représente 1,5 % du nombre de véhicules moyen sur la route départementale 979 (5017 véhicules dont 3,8 % de poids lourds).

4.8 Impact sur la santé des populations (ERS)

❑ Caractérisation du site et de son environnement - voir paragraphe 3.1.

❑ Identification des dangers

Seule l'émission des gaz de combustion des véhicules poids lourds est identifiée comme pouvant avoir un impact sanitaire sur la population. Leurs rejets sont assimilables à un trafic urbain (135 véhicules parcourant chacun 1,7 km dans l'enceinte de l'établissement) et faibles par rapport à ceux de la circulation routière voisine.

Par ailleurs, les émissions sonores du site ne sont pas particulièrement importantes.

❑ Évaluation de l'exposition – Risque sanitaire

Le dossier considère que l'exploitation des bâtiments d'entreposage n'engendre pas de nuisances pouvant avoir des effets sanitaires.

4.9 Remise en état du site

Dans son dossier, la Société CSP ne précise pas quel sera l'usage futur du site en cas de cessation d'activité; elle précise cependant que lors de la déclaration de cessation d'activités du site, l'usage futur du site sera proposé au maire et au propriétaire du terrain. Le préfet sera informé de ces propositions.

En cas de désaccord, ce sera un usage futur comparable à celui de la dernière période d'exploitation avant mise à l'arrêt de ces installations qui sera retenu, donc un usage industriel.

5 LES RISQUES ACCIDENTELS ; LES MOYENS DE PRÉVENTION

5.1 Voisinage

Le voisinage de CSP est constitué : d'une zone industrielle, de voies routières et ferrée, de terrains agricoles et de quelques zones habitées à 140 m des limites de propriété – voir paragraphe 3.1.

5.2 Potentiel de risque

5.2.1 Risques d'origine externe

Le site de CSP n'est pas situé en zone inondable. La commune de COURNON a toutefois fait l'objet d'un PPRi prescrit en 1998.

La densité de foudroiement Df est de 1,03 coup de foudre par km² et par an, supérieure à la moyenne nationale de 0,87.

Le site est situé en zone sismique classée 1b, sismicité faible. Ce classement impose l'application de dispositions particulières de construction notamment concernant les éléments de fondation et de structure.

Le site est entièrement clôturé avec portails d'accès ; le portail de l'accès des VL sera muni d'une barrière avec badge d'entrée ; le portail de l'accès des PL sera muni d'une barrière avec poste de garde. Des caméras de surveillance sont installées, de même que des détecteurs intrusion.

Une sirène d'alarme sera installée dans la cellule de stockage 2.

5.2.2 Risques d'origine interne

Le risque principal pour ce type d'installation est le risque incendie.

☐ Dangers liés aux produits stockés en entrepôt :

Les produits stockés sont :

- combustibles (emballages en carton, en plastiques) : risques d'incendie
- inflammables (aérosols, liquides inflammables) : risques d'incendie, d'explosion.

Les aérosols stockés contiennent :

- une base liquide contenant les produits actifs, dont le solvant est souvent un liquide inflammable (alcool isopropylique de point éclair de l'ordre de 12 °C),
- un gaz propulseur qui est constitué de mélange propane-butane, ou de diméthyléther, éther méthylique, oxyde de méthyle.

☐ Dangers liés aux activités et produits utilisés :

- inflammables : GO stocké en faible quantité sur rétention : risque d'incendie, d'épandage ;
- fluides frigorigènes : ni inflammables ni toxiques, mais dangereux pour la couche d'ozone : risque de fumées nocives en cas d'incendie ;
- charge d'accumulateurs : risque de dégagement d'hydrogène, de fuites d'acide : nouveau local de charge isolé par un mur CF2h.

☐ Dangers liés aux pertes d'utilité :

- coupure d'électricité :
 - groupe électrogène pour l'alimentation des matériels de sécurité (l'extinction automatique, détection, des groupes froid et de l'éclairage,
 - batteries pour l'alarme, la détection, les éclairages de secours, la fermeture des portes.
- coupure d'eau : l'alimentation de l'extinction automatique est assurée par la réserve d'eau.

☐ L'accidentologie de ce type d'activité est constituée en quasi totalité par des incendies (97 % des accidents) et des rejets dangereux (12 %).

Les principales sources d'ignition d'un incendie sont la malveillance, les points chauds (cigarette, travaux, échauffement électrique), les engins de manutention, les défaillances humaines.

Aucun sinistre n'a été répertorié sur le site de Cournon ; cependant un sinistre a détruit en mars 2008 deux bâtiments non sprinklés de l'entrepôt de Moussy-le Neuf (77).

5.3 Evaluation des risques

5.3.1 Analyse préliminaire des risques

☐ Un certain nombre de phénomènes dangereux peuvent se présenter :

- l'incendie généralisé d'une cellule de stockage,

- l'incendie généralisé d'une zone de préparation,
- l'incendie généralisé à l'ensemble du bâtiment,
- l'explosion de l'atelier de charge d'accumulateurs,
- l'incendie de la zone de stockage d'aérosols.

□ Maîtrise des risques :

a) Organisation des stockages

Les stockages de matières combustibles se feront en rayonnage ou palettier dans les cellules de stockage faisant l'objet de recoupements coupe-feu. La hauteur maximale sera de 1 m sous la toiture.

Les aérosols (gaz inflammable + liquides inflammables) seront stockés sur palettier sur une hauteur maximale de 5 m dans une zone dédiée de 120 m² de la cellule 3 et protégés par un grillage - projet modifié – voir § 7.14.1.

Les liquides inflammables restent stockés dans la zone 1A.

Les stockages de matières combustibles en masse formeront des îlots limités (zones de préparation)

Le chauffage et la climatisation des dépôts se fera par des pompes à chaleur donc ne présentant pas de risque de température élevée.

b) Surveillance et limitation des accès : clôture, portails, télésurveillance, alarmes, caméras de surveillance, poste de surveillance.

c) Dispositions constructives

Le pétitionnaire joint à son dossier une vérification de la conformité avec les dispositions de l'arrêté du 5 août 2002 relatif à la prévention des sinistres dans les entrepôts couverts soumis à autorisation:

- en ce qui concerne la partie existante, toutes les dispositions applicables sont respectées ;
- en ce qui concerne l'extension prévue, elle est conforme à l'ensemble des dispositions de l'arrêté – voir dispositions constructives au § 3.2.2.

Par ailleurs, seront mis en place:

- des cantons de désenfumage de 1600 m² au plus dans les cellules ;
- des dispositifs d'évacuation des fumées prévus en toiture au ratio de 4 pour 1000 m² de toiture ;
- des issues de secours.

d) Moyens de prévention d'un incendie

Compte tenu des événements initiateurs possibles, l'exploitant prévoit les dispositions préventives indispensables, et en particulier :

- apparition de points chauds (cigarette, travaux, échauffement électrique) : interdiction de fumer, permis de feu, contrôle périodique des installations électriques, détection de fumée
- étincelles d'origine électrique : contrôle périodique des installations électriques,
- étincelles d'origine mécanique : vérification des différents engins,
- foudre : protection contre la foudre,
- autres : camions stationnés moteur à l'arrêt.

5.3.2 Risques résiduels

a) Effets thermiques

□ Avec l'application de ces divers moyens de prévention et de lutte, les risques sont nettement diminués : diminution de la fréquence d'apparition, diminution de la gravité.

□ Le scénario résiduel retenu est celui de l'incendie généralisé d'un dépôt.

Les zones de préparation ne contenant pas de matières combustibles en dehors de celles en cours de préparation, le scénario de l'incendie de ces zones est improbable.

L'incendie généralisé de l'ensemble du bâtiment (plusieurs cellules) est considéré comme improbable au vu des éléments de construction et en particulier des murs CF dépassant d'1 m de la toiture et de la présence d'un sprinklage.

De même, ont été considérés comme improbables l'explosion du local de charge d'accumulateurs et l'incendie de la zone de stockage des aérosols.

Les scénarios ont fait l'objet d'une cotation selon les critères établis par l'arrêté du 29 septembre 2005 relatif à l'évaluation et à la prise en compte de la probabilité d'occurrence, de la cinétique, de l'intensité des effets et de la gravité des conséquences des accidents potentiels dans les études de dangers des installations classées soumises à autorisation.

Compte tenu des dispositions de prévention et de protection mis en place – voir paragraphes précédents et 5.3.4, la criticité de ces accidents devient la suivante :

- l'incendie généralisé des stockages :
 - scénario A1 : incendie généralisé du dépôt MGH2 ou du dépôt MGH3, la probabilité résiduelle est C « improbable », avec une gravité 1 « modérée », et une cinétique « lente »,
 - scénario A2 (non retenu) : incendie généralisé, la probabilité résiduelle est E « extrêmement peu probable », avec une gravité 1 « modérée », et une cinétique « lente »,
 - scénario B1 (non retenu) : incendie d'une zone de préparation, la probabilité résiduelle est C « improbable », avec une gravité 1 « modérée », et une cinétique « lente »;
- l'incendie ou l'explosion du local de charge (scénarios C1 et C2, non retenus), la probabilité résiduelle est D « très improbable », avec une gravité nulle.

□ Les scénarios d'incendie généralisé des dépôts MGH2 et MGH3 ont fait l'objet d'une modélisation prenant en compte les caractéristiques prévues des cellules :

- dépôt MGH2 :
 - taux de combustion moyen 20 g/m²/s - pouvoir émissif des flammes 30 kW/m²
 - surface < 6 000 m² – 80 m x 70 m,
- dépôt MGH3 :
 - taux de combustion moyen 20 g/m²/s - pouvoir émissif des flammes 30 kW/m²
 - surface < 6 000 m² – 83 m x 60 m,
- zone de préparation 2 et 3 :
 - taux de combustion moyen 20 g/m²/s - pouvoir émissif des flammes 40 kW/m²
 - surface 8 300 m² – 166 m x 50 m :

Type de distance	Flux thermique	Effets sur l'homme / sur les structures	Côté N-E	Côté N-O	Côté S-O	Côté S-E
Incendie généralisé du dépôt MGH2						
-	8 kW/m ²	Effets létaux significatifs / dégâts graves sur structures	Int.	-	-	-
Z1	5 kW/m ²	Effets létaux / destruction de vitres	50,4 – Int avec mur écran	-	-	-
Z2	3 kW/m ²	Effets Irréversibles	72,1 – 65,8 avec écran	-	-	-
Distance à la limite de propriété			50	-	-	-
Incendie généralisé du dépôt MGH3						
-	8 kW/m ²	Effets létaux significatifs / dégâts graves sur structures	32,5 – Int avec mur écran	27,9 – Int avec mur écran	-	-
Z1	5 kW/m ²	Effets létaux / destruction de vitres	50,4 – Int avec mur écran	42,5 – Int avec mur écran	-	-
Z2	3 kW/m ²	Effets Irréversibles	72,1 – 46,4 avec écran	60,5 – 39 avec écran	-	-
Distance à la limite de propriété			20	20 à 60	-	-
Incendie généralisé de la zone de préparation 2 et 3						
-	8 kW/m ²	Effets létaux significatifs / dégâts graves sur structures	Int.	-	Int.	-
Z1	5 kW/m ²	Effets létaux / destruction de vitres	Int	-	Int	-
Z2	3 kW/m ²	Effets Irréversibles	Int.	-	Int.	-
Distance à la limite de propriété			72	-	> 80	-

Int. = flux thermiques ne sortant pas des limites de propriété

- = pas d'effets thermiques de ce côté

40 = distance d'effet sortant des limites de propriété

La modélisation d'un incendie dans les nouvelles cellules de stockage 2 et 3 montre que certains flux thermiques sortent des limites de propriétés :

- En façades N-E :
 - les flux thermiques de 3 et de 5 kW/m² provenant de l'incendie du dépôt MGH2 sortent des limites de propriété et touchent le terrain ATAC LOGISTIQUE ;
 - les flux thermiques de 8, 3 et 5 kW/m² provenant de l'incendie du dépôt MGH3 sortent des limites de propriété et touche le terrain ATAC LOGISTIQUE à l'angle Nord ;
- en façade N-O :
 - les flux thermiques de 3 et 5 kW/m² provenant de l'incendie du dépôt MGH3 sortent des limites de propriété et débordent sur un terrain agricole dont ATAC LOGISTIQUE est le propriétaire ;

Les flux thermiques provenant de l'incendie de la zone de préparation 2 et 3 ne sortent pas des limites de propriétés.

Vu ces résultats, l'exploitant a modélisé les effets thermiques résiduels après mise en place d'écrans sur les façades N-E et N-O des dépôts 2 et 3 destiné à contenir le flux de 5 kW/m² à l'intérieur de la propriété CSP :

- mur écran de 4 m en façade N-E du dépôt 2,
- mur écran de 12 m en façade N-E et N-O du dépôt 3.

Moyennant ces écrans, les distances d'effet du flux de 5 kW/m² restent confinées à l'intérieur de la propriété CSP ; celles correspondant au flux de 3 kW/m² sortent encore de la propriété et touchent les terrains propriété d'ATAC LOGISTIQUE, mais ces terrains ne portent aucun bâtiment actuellement.

b) Dispersion des fumées en cas d'incendie

Les produits stockés (6,5% bois, 21,4% cartons, 16,5% plastiques, 5,6% médicaments) dégagent en cas d'incendie des fumées et des gaz contenant : CO₂, CO imbrûlés, et HCl en cas de produits chlorés.

La modélisation montre que, même dans des conditions défavorable, la visibilité au sol ne serait pas impactée et qu'il n'y aurait pas de risque toxique pour les personnes au sol. A signaler que lors de l'incendie récent d'un entrepôt de la société CSP stockant le même style de produits, les analyses réalisées par les pompiers n'ont pas démontré de pollution.

5.3.3 Autres risques

a) Risque de pollution accidentelle :

Les stockages de GO sont placés sur rétention.

Les transformateurs sont sur rétention.

Les locaux de charge comprennent une pente avec puisard de collecte des liquides de batteries.

b) Protection contre la foudre : L'analyse du risque foudre a été faite sur les installations existantes en septembre 2009 au titre de l'arrêté du 15 janvier 2008 relatif à la protection contre la foudre de certaines installations classées : elle indique que des compléments de protection devront être mis en place sur les installations existantes.

c) Locaux de charge

Les locaux de charge sont spécifiques, ventilés et séparé des entrepôts par des parois coupe-feu.

5.3.4 Moyens de lutte contre l'incendie

Le dossier estime le débit nécessaire à l'extinction d'un incendie d'une des cellules projetées à 330 m³/h, soit 660 m³ sur 2 h.

a) Moyens internes

L'établissement dispose des moyens suivants :

- un réseau d'extinction automatique à eau couvrant les cellules de stockages et les zones de préparation (de type EFSR) ainsi que les bureaux (de type traditionnel) ; ce réseau est alimenté par une réserve aérienne de 470 m³ ; 2 groupes moto-pompe diesel aspirent directement dans cette réserve ;
- 6 poteaux d'incendie répartis sur le site ;
- 3 poteaux incendie publics situés à moins de 200 m de l'entrée du site ;
- un réseau de RIA disposés à proximité des issues de secours dans chaque nouvelle cellule ;
- des extincteurs de différents types répartis dans les nouveaux bâtiments ;
- détection incendie présente sur tout le site ; cette détection sera également installée dans l'extension par des détecteurs de fumée et l'installation de sprinklage,
- alarme sonore avec plusieurs boutons-poussoirs ;
- personnel formé à la 1ère intervention incendie, ainsi qu'à réagir en cas de pollution accidentelle.

b) Moyens externes

Le centre de secours le plus proche est celui de COURNON D'AUVERGNE.

Toutes les faces des bâtiments sont accessibles par les voiries de desserte.

c) Le volume des eaux d'extinction d'incendie à retenir est estimé à 1 422 m³ (arrosage par sprinkler, débit d'eau d'extinction).

Les eaux d'extinction incendie risquant d'être polluées (comme cela a été le cas lors de l'incendie d'un entrepôt CSP) seront confinées sur le site par l'actionnement d'une vanne de sectionnement retenant les eaux dans un bassin d'un volume de 1 500 m³ et dans les zones de quai sur une hauteur de 20 cm.

5.4 Estimation des dépenses

Dans son dossier, le pétitionnaire chiffre les dépenses d'investissement du site pour les différentes exigences environnementales :

<i>Dispositions</i>	<i>Coût (k€)</i>
Séparateurs d'hydrocarbures, vanne de sectionnement	20
Rétention des eaux d'extinction	80
Murs coupe-feu	200
Charpente béton	675
Écrans de cantonnement	Non renseigné
Protection foudre	25
Sprinkler	320

6 LA CONSULTATION ET L'ENQUÊTE PUBLIQUE

6.1 Les avis des services

<i>Service</i>	<i>Remarques formulées</i>
Direction Départementale des Affaires Sanitaires et Sociales (avis du 17 août 2009)	Avis réservé sur le dossier compte tenu des observations suivantes : <ul style="list-style-type: none">• Sol et eaux souterraines : préciser le dispositif de rétention des cuves des groupes électrogènes• Bruit<ul style="list-style-type: none">- Les mesures acoustiques ont été faites avant l'extension prévue. Le pétitionnaire ne prévoit pas de déterminer les niveaux de bruit ambiant à ne pas dépasser en limite de propriété de manière à assurer le respect de l'émergence admissible ;- l'aire d'accueil des gens du voyage est située à 90 m des nouveaux bâtiments et quais de chargement, l'entreprise étant en activité permanente alors qu'elle se trouvait à 240 m auparavant ;- les zones à émergence réglementée devront être clairement identifiées ainsi que le niveau résiduel ; les émergences devront être évaluées, de nouvelles mesures de bruit devront être réalisées pour s'assurer du respect des émergences admissibles;• Asthme et allergie : dans le cadre de la prévention de l'asthme et de l'allergie, il conviendra de veiller à la diversité des espèces qui seront plantées.
Nouvel avis du 6 novembre 2009	Suite à la réponse de l'exploitant par courriel du 26 octobre 2009, la DDASS ne modifie pas son avis initial.
Direction Départementale de l'Équipement et de l'Agriculture (avis du 30 juillet 2009)	Pas d'objections sous réserve des observations suivantes : <ul style="list-style-type: none">- Gestion des eaux pluviales<ul style="list-style-type: none">· fournir le mode de calcul du dimensionnement du séparateur d'hydrocarbures et son débit de fuite , pour l'existant et l'extension prévue ;· disposer d'un ouvrage conforme aux normes NF EN 858-1 et 858-2 garantissant une teneur en hydrocarbures ≤ 5 mg/l ;· les résidus de pré-traitement doivent être évacués périodiquement vers un centre de stockage agréé et insérer au

Service	Remarques formulées
	<p>dossier les bordereaux d'enlèvement ;</p> <ul style="list-style-type: none"> - Gestion des eaux usées <ul style="list-style-type: none"> · l'exploitant devra disposer d'une autorisation de raccordement délivrée par l'autorité gestionnaire du réseau et des stations d'épurations précisant la charge polluante pouvant être apportée aux réseaux et aux stations d'épurations ; - Servitudes <ul style="list-style-type: none"> · le site est concerné par une servitude de canalisation d'eau potable. A ce titre, la commune, gestionnaire du réseau, doit être consultée; - Prévention des pollutions <ul style="list-style-type: none"> · présence et dimensionnement d'une rétention des groupes électrogènes et des compresseurs, · décrire et dimensionner la rétention mobile envisagée pour les produits à base d'alcool.
<p>Service Départemental d'Incendie et de Secours (avis du 19 juin 2009)</p>	<p>Avis favorable à la demande; ce service formule les recommandations suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Dispositions communes <ul style="list-style-type: none"> - mettre à jour le POI et le faire approuver par le SDIS, - assurer la rétention de 1460 m³ sans dépasser une hauteur d'eau de 20 cm au niveau des quais; - l'exploitant devra justifier pouvoir disposer d'un débit simultané d'au moins 330 m³/h pendant 2heures pour la défense extérieure contre l'incendie; <ul style="list-style-type: none"> · Ce débit pourra être fourni par 6 poteaux d'incendie normalisés de 100 mm assurant chacun un débit de 60 m³/h à la pression dynamique de 1 bar au moins en fonctionnement simultané ou tout autre dispositif équivalent pouvant être constitué par des réserves d'eau naturelles ou artificielles; · les secours pourront disposer à moins de 100 m de chaque entrée de l'établissement, d'un premier poteau d'incendie normalisé de 100 mm privé ou public; · les autres points d'eau seront implantés à moins de 400 m du site; - les points d'eau retenus devront être : <ul style="list-style-type: none"> · facilement accessibles par tout temps et en permanence, · conformes à la circulaire interministérielle n° 465 du 10/12/1951, · signalés réglementairement, · situés à plus de 5 m du bord de la chaussée ou de l'aire de stationnement des engins d'incendie. • Cellule administration réaménagée: <ul style="list-style-type: none"> - doter les sanitaires / vestiaires de dégagements supplémentaires, donnant vers l'extérieur pour les sanitaires / vestiaires hommes; - isoler par une paroi CF 2h la cellule administration de la cellule 1A; • MGH1 – Préparation 1A et 1B (cellule existante partiellement réaménagée) <ul style="list-style-type: none"> - isoler l'atelier de la cellule préparation 1A par une porte CF 2h munie de ferme-porte; - s'assurer de l'isolement par une porte CF 2h du transformateur

Service	Remarques formulées
	<p>TGBT (ex-chaufferie) de la cellule 1A</p> <ul style="list-style-type: none"> • MGH 2-3 et Préparation de commande 2-3 <ul style="list-style-type: none"> - renforcer l'isolement du Magasin Grande Hauteur 1 existant du Magasin Grande Hauteur 2 créé par un mur CF 4h et portes CF 2h doublées; - doter le quai de chargement préparation de commande 3 d'une longueur de plus de 45 m d'une issue à chaque extrémité; - équiper les ouvertures effectuées dans les murs séparatifs de dispositifs CF de degré équivalent à celui exigé pour les parois; - prolonger les parois séparatives des murs CF sur 1 mètre en saillie de la façade et dans la continuité de la paroi en l'absence de coupe-feu toute hauteur des murs extérieurs (façades S-O et N-E); - réglementer, matérialiser et limiter le stockage temporaire en îlots « expédition et réception »; les îlots temporairement créés ne devront pas diminuer les conditions d'évacuation; - prévoir la commande manuelle des exutoires en deux points opposés des entrepôts; - s'assurer, cellule par cellule, de disposer d'une superficie d'amenée d'air frais égale à la surface des exutoires de désenfumage; - assurer le désenfumage des locaux des cellules 2 et 3 conformément aux règles définies par l'instruction technique relative au désenfumage dans les ERP et selon l'importance prévisible des fumées; les cantons de désenfumage 4 et 12 devront présenter, autant que possible, une surface de plus de 1000²; - veiller à l'étanchéité des écrans des cantons de désenfumage créés et existants au sein de l'entrepôt MGH1.
Directeur Départemental du Travail, de l'Emploi et de la Formation Professionnelle (avis du 09 juillet 2009)	Pas d'observation particulière, ce service fait cependant une remarque concernant le document unique portant notamment sur la prévention des risques.
Direction Régionale des Affaires Culturelles (avis du 30 juillet 2009)	<p>Le projet d'aménagement prévu ne donnera pas lieu à une prescription archéologique.</p> <p>Néanmoins, toute découverte fortuite devra être signalée sans délai à la DRAC.</p> <p>Tous les terrains d'une superficie égale ou supérieure à 3000 m² sur lesquels des travaux ou des aménagements sont à réaliser sont soumis à la redevance d'archéologie préventive conformément à l'article L.524-2 du Code du Patrimoine.</p>
Direction Régionale de l'Environnement (avis du 24 juillet 2009)	<p>Avis DEFAVORABLE sur le dossier compte tenu des observations suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Etat initial: il correspond à des documents à visée très générale et n'est pas adapté au site pour lequel il en devient fantaisiste: la zone d'extension est un terrain à vocation agricole jouxtant une zone industrielle; - Eaux pluviales: aucun dimensionnement du séparateur à hydrocarbures qui sera mis en place n'est fourni. La récupération des eaux de toiture pour l'arrosage ou l'infiltration est encouragée; - Utilisation rationnelle de l'énergie: le pétitionnaire devrait engager une réflexion sur la production énergétique en toiture; l'éclairage

<i>Service</i>	<i>Remarques formulées</i>
Nouvel avis du 6 novembre 2009	<p>nocturne devra être approprié au besoin et ne pas occasionner de nuisances pour la faune et les riverains;</p> <p>- Paysages: aucune photographie ou dessin ne permet d'évaluer l'impact du projet sur le paysage. L'exploitant devra privilégier les essences locales et de préférence non exigeantes en eau;</p> <p>- Bruit: le choix des points de mesurage du bruit est surprenant car il ne prend pas en compte les zones à urbaniser ; aucun calcul de l'émergence n'a été faite ; les dispositions nécessaires devront être proposées si l'émergence réglementaire était dépassée.</p> <p>Suite à la réponse de l'exploitant par courriel du 26 octobre 2009, la DIREN émet un avis favorable à la demande.</p>
Chef du service Interministériel Régional de Défense et de Protection Civiles (avis du 8 juillet 2009)	<p>Pas d'observation particulière, ce service rappelle que:</p> <p>- la commune de COURNON-D'AUVERGNE est recensée au DDRM du Puy-de-Dôme comme commune soumise aux risques « feux de forêt », « inondation », « séisme », « mouvement de terrain », « industrie », « barrage » et « TMD »; les contraintes éventuelles liées à ces risques doivent être prises en compte.</p>

6.2 Les avis des autres organismes

<i>Organisme</i>	<i>Remarques formulées</i>
Institut National de l'Origine et de la Qualité (avis du 17 mars 2009)	Pas d'objection. Ce service rappelle les aires géographiques d'appellation dans lesquelles la commune de COURNON d'AUVERGNE est incluse.

6.3 Les avis des conseils municipaux

L'enquête publique réglementaire s'est déroulée du 15 juin au 15 juillet 2009 sur le territoire des communes de COURNON D'AUVERGNE, LA ROCHE BLANCHE, LE CENDRE, ORCET, PÉRIGNAT-LES-SARLIÈVES.

<i>Commune</i>	<i>Remarques formulées</i>
Délibération du conseil municipal de COURNON du 25 juin 2009	Avis Favorable
Délibération du conseil municipal du CENDRE du 17 juin 2009	Avis Favorable
Délibération du conseil municipal de LA ROCHE BLANCHE	Pas d'avis émis
Délibération du conseil municipal d' ORCET,	
Délibération du conseil municipal de PÉRIGNAT-LES-SARLIÈVES.	

6.4 Enquête publique

6.4.1 Registre d'enquête

Aucune observation n'a été formulée ou annexée au registre ouvert à cet effet en mairie de COURNON D'AUVERGNE.

6.4.2 Mémoire en réponse

Vu absence d'observations, il n'a pas été demandé de mémoire en réponse au pétitionnaire.

6.4.3 Conclusions du Commissaire – Enquêteur

Le Commissaire – Enquêteur émet un AVIS FAVORABLE à la demande

7 ANALYSE DE L'INSPECTION DES INSTALLATIONS CLASSÉES

L'analyse faite par l'inspection des installations classées découle de l'examen du dossier, des avis émis lors des enquêtes publiques et administratives, de la réponse faite par l'exploitant à notre courriel du 27 octobre 2009, et des contacts pris avec l'exploitant, en particulier lors d'une visite des lieux le 17 novembre 2009.

7.1 Analyse relative à la situation administrative

L'entrepôt de la Société CSP existe depuis 1974. Il a fait l'objet d'un arrêté préfectoral d'autorisation en date du 14 septembre 2001 réglementant l'exploitation des cellules de stockage existantes.

La présente demande vise à obtenir l'autorisation d'étendre cette installation d'entreposage en construisant deux cellules de stockage supplémentaires avec leurs zones de préparation et leurs annexes.

7.2 Principaux textes applicables à l'installation

Les principaux textes applicables à cette installation sont les suivants :

<i>Dates</i>	<i>Textes</i>
31/01/08	Arrêté du 31 janvier 2008 relatif au registre et à la déclaration annuelle des émissions polluantes et des déchets
15/01/08	Arrêté du 15 janvier 2008 relatif à la protection contre la foudre de certaines installations classées
29/07/05	Arrêté du 29/07/05 fixant le formulaire du bordereau de suivi des déchets dangereux mentionné à l'article R.541-45 du Code de l'Environnement "circuits de traitement des déchets "
07/07/05	Arrêté du 7 juillet 2005 fixant le contenu des registres mentionnés à l'article R.541-43 du Code de l'Environnement "circuits de traitement des déchets "
05/08/02	Arrêté du 5 août 2002 relatif à la prévention des sinistres dans les entrepôts couverts soumis à autorisation sous la rubrique 1510
02/02/98	Arrêté du 2 février 1998 relatif aux prélèvements et à la consommation d'eau ainsi qu'aux émissions de toute nature des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation
23/01/97	Arrêté du 23 janvier 1997 relatif à la limitation des bruits émis dans l'environnement par les installations classées pour la protection de l'environnement
31/03/80	Arrêté du 31 mars 1980 portant réglementation des installations électriques des établissements réglementés au titre de la législation sur les installations classées susceptibles de présenter des risques d'explosion

7.3 Rappel des observations formulées

Les principales observations formulées lors de l'enquête portent sur les points suivants:

- Etat initial : ne correspond pas au site d'implantation (DIREN) ;
- Eaux (DDEA et DIREN) : dimensionnement du séparateur d'hydrocarbures et concentration en hydrocarbures ≤ 5 mg/l au rejet ;
- Bruit (DDASS et DIREN) :
 - Les mesures acoustiques faites avant l'extension ne prévoient pas les niveaux de bruit à ne pas dépasser en limite de propriété de manière à assurer le respect de l'émittance admissible dans les zones à émission réglementée ;
 - présence d'une aire d'accueil des gens du voyage à 90 m des nouveaux bâtiments ;
- Servitudes (DDEA) : le site est concerné par une servitude de canalisation d'eau potable.
- Risques : construction des bâtiments (SDIS), défense extérieure contre l'incendie (SDIS), rétention pour les produits à base d'alcool (DDEA), rétention des eaux d'extinction d'un incendie (SDIS),

7.4 Analyse relative à la pollution des eaux

L'établissement utilisera très peu d'eau à des usages non domestiques.

Il ne générera aucun rejet d'eaux industrielles à part les eaux de lavage des sols (2 m³/semaine). Dans la mesure où elles ne contiennent pas de substances dangereuses, elles peuvent être rejetées vers le réseau des eaux domestiques.

Dans son courriel du 26 octobre 2009, l'exploitant indique en réponse à l'avis de la DDEA qu'une convention a été demandée le 17 septembre 2009 à la mairie de Cournon. En principe, cette autorisation ne devrait viser que les eaux industrielles, les eaux domestiques étant obligatoirement acceptées dans le réseau d'assainissement urbain.

Il y indique également que le séparateur d'hydrocarbures qui sera mis en place sera de classe A (concentration en hydrocarbures ≤ 5 mg/l au rejet), permettra un débit de 54 l/s et sera précédé d'un déboureur de 11 m³ ; le déversoir d'orage sera dimensionné pour recevoir 393 l/s.

En sortie des séparateurs d'hydrocarbures, les eaux traitées seront rejetées au bassin de confinement des eaux pluviales.

Dans son courriel du 26 octobre 2010, l'exploitant précise que le bassin de confinement des eaux pluviales et d'extinction sera de 2307 m³ dont 1465 pour la rétention des eaux d'extinction. Le rejet de ce bassin de confinement se fera au réseau pluvial urbain.

7.5 Analyse relative à la pollution atmosphérique

Cet aspect n'appelle aucune observation particulière.

7.6 Analyse relative aux déchets

Dans son dossier, l'exploitant indique que certains déchets d'emballage ne sont pas revalorisés mais destinés à l'enfouissement, au CET de Puy-Long dans le cas présent.

Cette pratique est contraire au code de l'environnement et en particulier à son article R.543—67 : « I. - Les seuls modes d'élimination autorisés pour les déchets d'emballage mentionnés à l'article R. 543-66 [déchets résultant de l'abandon des emballages d'un produit à tous les stades de la fabrication ou de la commercialisation, autres que celui de la consommation ou de l'utilisation par les ménages] sont la valorisation par réemploi, recyclage ou toute autre action visant à obtenir des matériaux réutilisables ou de l'énergie. »

L'exploitant devra donc modifier ses pratiques et envoyer ces déchets vers la valorisation au sens large et non pas vers la mise en décharge.

7.7 Analyse relative au bruit

Dans son courriel du 26 octobre 2009, l'exploitant n'apporte pas de précisions supplémentaires aux mesures de bruit contenues dans son dossier de demande.

La zone d'implantation de CSP est proche de plusieurs zones à émergence réglementée : les terrains portant les industriels et artisans, l'aire d'accueil de gens du voyage et des habitations à 140 m environ.

Il est donc important de caler les niveaux sonores en limite de propriété sur l'émergence admissible ; on obtient ainsi des niveaux limite à respecter de :

- angles Sud et Est : niveau résiduel + les émergences autorisées,
- angles Nord et Ouest : niveau ambiant actuel + les émergences autorisées :

<i>Emplacement</i>	<i>PERIODE DE JOUR, allant de 7h à 22h) sauf dimanches et jours fériés</i>	<i>PERIODE DE NUIT, allant de 22h à 7h, ainsi que dimanches et jours fériés</i>
Angle Sud (1)	45,5 + 5 = 50,5 dB(A)	43 + 3 = 46 dB(A)
Angle Est (2)	45,5 + 5 = 50,5 dB(A)	43 + 3 = 46 dB(A)
Angle Nord (3)	47,5 + 5 = 52,5 dB(A)	46 + 3 = 49 dB(A)
Angle Ouest (4)	47,5 + 5 = 52,5 dB(A)	46 + 3 = 49 dB(A)

Ces niveaux seront repris dans le projet de prescriptions techniques ci-joint qui imposera également qu'une nouvelle campagne de mesure soit effectuée dans les 6 mois après mise en service du nouvel entrepôt.

7.8 Analyse relative à l'utilisation rationnelle de l'énergie.

Le dossier du pétitionnaire est très succinct en matière d'utilisation rationnelle de l'énergie.

Par courriel du 18 novembre 2009, il précise un certain nombre de points :

- « des investissements ont été réalisés et dans le prolongement des suivis de consommation pour réduire les coûts énergétiques.
- « pour ce qui concerne les investissements, CSP a acheté des machines récentes moins gourmande en énergie (le RSW qui optimise la puissance et la régule), a procédé à l'amélioration des isolations, utilise du « FREE COOLING » procédé d'aspiration d'air permettant de réguler les températures en utilisant les calories de l'air et/ou son manque de calories ; ce système permet donc de ventiler sans avoir recours aux différents groupes.
- « Les investissements permettent aujourd'hui de pouvoir faire aussi du délestage et de la régulation en ce qui concerne le confort des bureaux (thermostat chauffage et climatisation suivant le climat). Un contrôle journalier est mis en place afin que les appareils électriques non utilisés soient éteints et non en veille.
- Le suivi des consommations est assuré par les factures mais surtout par des contrôles réguliers des chefs de service et des services généraux de CSP. »

Dans son courriel du 26 octobre 2010, le pétitionnaire indique en réponse à l'avis de la DIREN que des panneaux photovoltaïques en toiture ne répondraient pas aux exigences de sécurité demandées sur ce type de bâtiment.

Effectivement, la mise en place de ces panneaux peut occasionner un risque supplémentaire d'incendie en cas de dysfonctionnement.

En ce qui concerne l'éclairage, il précise que l'éclairage extérieur nocturne se fera par des lampes posée à l'aplomb des parois du bâtiment en direction du sol.

7.9 Analyse relative aux transports.

A signaler que la totalité du trafic de poids-lourds se fait en journée.

Cet aspect n'appelle aucune autre observation particulière.

7.10 Analyse relative à l'urbanisme.

Dans son courriel du 26 octobre 2010, le pétitionnaire indique en réponse à l'avis de la DDEA que la servitude existant sur le terrain CSP concerne une canalisation d'eaux usées et non d'eau potable ; en fait il s'agirait des deux..

Il indique que la canalisation a été détournée le 15 juillet 2009.

7.11 Analyse relative aux paysage et cadre de vie

Comme l'a signalé la DIREN dans son avis du 24 juillet 2009, l'état initial décrit dans le dossier n'est pas adapté au site qui est une zone industrielle enclavée entre des zones agricoles et urbaines : il ne présente donc pas « une grande richesse constituée de nombreuses espèces rares ou protégées ».

Dans son courriel du 26 octobre 2009, le pétitionnaire indique que le descriptif était général et correspondait à l'ensemble de la commune de Cournon, la zone d'implantation de l'extension étant constituée de terrains agricoles.

Par ailleurs, il fournit le volet paysager qui était joint à la demande de permis de construire contenant en particulier :

- un montage photo montrant le bâtiment existant et l'extension, de couleur bleu ardoise,
- la situation des bâtiments en zone industrielle,

- les acrotères masquant les installations en toiture,
- les aménagements végétaux: écran végétal le long de l'avenue du Midi, le long de la façade ouest, plantations sur le parc de stationnement des VL.

En outre, des essences végétales locales diversifiées seront privilégiées, entretenues si possible sans l'eau potable du réseau.

Ces éléments répondent à l'avis de la DIREN et n'appellent aucune observation particulière.

7.12 Analyse relative aux effets sur la santé

Cet aspect n'appellent aucune observation particulière.

7.13 Analyse relative à la remise en état du site

Le 2 novembre 2009, le pétitionnaire nous indique ce qu'il envisage en cas de cessation d'activité du site.

L'avis du maire a été demandé le 10 novembre 2009 ; par courrier du 12 novembre 2009, le maire de Cournon précise que l'usage futur du site sera comme actuellement une zone destinée à accueillir des activités industrielles, artisanales, commerciales ou de services.

En cas de cessation d'activité, la remise en état du site sera réalisée pour permettre cet usage futur.

7.14 Analyse relative aux risques accidentels

7.14.1 Limitation du risque incendie et des effets thermiques

Comme dans la partie existante, les nouvelles cellules seront conçues et construites de manière :

- à prévenir au maximum l'apparition d'un incendie et son extension : zones de stockages spéciales pour aérosols, interdictions de feu, détection, systèmes d'extinction automatique, écrans de cantonnement, exutoires en toiture,

Les aérosols qui seront stockés dans l'extension présenteront, suivant leur composition, une chaleur de combustion inférieure ou supérieure à 20 kJ/kg. Lors d'un incendie, ils peuvent être projetés sous forme de missiles, par ailleurs, la cinétique incendie est très rapide.

Dans la mesure où il peut s'agir d'aérosols présentant des risques non négligeables, l'exploitant n'envisage plus de les stocker à l'abri d'un grillage dans la même cellule que les autres marchandises mais dans un local spécifique qui sera construit en paroi CF 2h, plafond CF2h, porte CF 2h à l'intérieur de la zone de préparation 2-3.

Les exutoires de fumées de ce local seront prolongés par une gaine jusqu'en toiture. Cette modification décidée récemment, d'un volume de stockage de 120 m³, ne modifie pas de façon importante le dossier de demande d'autorisation initialement déposé.

- à empêcher la propagation d'un incendie d'une cellule à l'autre : murs de sectionnement et portes coupe-feu, locaux techniques séparés par des parois coupe-feu,
- à atténuer les flux thermiques générés par l'incendie généralisé à une cellule en les maintenant le plus possible dans l'enceinte de la propriété : distance vis-à-vis des limites, écrans thermiques : seul le flux de 3 kW/m² sort encore de la propriété mais ne touche qu'un terrain ne portant aucun bâtiment actuellement.

Les autres terrains mitoyens sont occupés par des entreprises industrielles ou artisanales sauf du côté Nord-ouest où se situe une aire d'accueil des gens du voyage.

A signaler que l'entrepôt existant, autorisé en 2001, engendre également sur deux terrains mitoyens (entreprise VALVERT, ex-CHEVALLIER et ATAC LOGISTIQUE) un flux thermique de 3 kW/m² qui ne touche pas les bâtiments.

Le projet de prescriptions ci-joint demande à l'exploitant de garantir la protection des populations susceptibles d'être touchées par les effets thermiques soit en informant les

propriétaires des dangers présentés par l'incendie des installations, soit en s'assurant de la maîtrise foncière de la zone impactée par les effets thermiques ou en apportant une garantie équivalente en s'assurant par le biais de contrats, de conventions ou de servitudes que des activités ou des occupations du sol incompatibles avec les effets thermiques ne pourront y être exercées ou effectuées.

7.14.2 Moyens de prévention et de lutte contre l'incendie

Les moyens de prévention et de lutte contre l'incendie présents dans les dépôts existants seront reconduits pour les dépôts à construire.

La lutte interne contre l'incendie est assurée principalement par un système d'extinction automatique couvrant les dépôts et les zones de préparation, spécifique pour les stockages d'aérosols et de liquides inflammables, et des RIA, le tout alimenté par une réserve d'eau interne.

La visite réalisée sur le site le 17 novembre 2009 a montré que la détection incendie était assurée

- dans le MGH1: par un réseau aspirant l'atmosphère de la cellule et l'analysant dans une cellule d'analyse : 6 analyseurs dans MGH1; ce système sera également mis en place dans les nouvelles cellules;
- dans les bureaux : détecteurs optiques ;
- l'alarme donnée est sonore et reportée à l'accueil ainsi qu'à une société de surveillance en dehors des heures d'ouverture ;
- l'alarme entraîne la fermeture par secteurs des portes CF, et l'arrêt de la ventilation mais pas des dispositifs de sécurité.

La visite a montré que l'accès pour les pompiers était possible en plusieurs points :

- entrée actuelle, qui deviendra une entrée pompiers avenue du Midi,
- entrée VL donnant sur la voie de contournement, accessible aux engins de secours,
- entrée PL donnant sur le 2ème rond-point de la voie de contournement.

L'accès aux diverses zones du site se fait par des voies correctement dimensionnées.

Dans son courriel du 26 octobre 2009, le pétitionnaire indique qu'il s'engage à respecter les recommandations émises par le SDIS.

La lutte externe contre l'incendie est assurée actuellement par 3 poteaux d'incendie dont un public avenue du Midi ; 4 poteaux d'incendie supplémentaires seront implantés sur le site de façon à entourer le futur bâtiment.

7.14.3 Autres risques

Dans son courriel du 26 octobre 2010, le pétitionnaire indique en réponse à l'avis de la DDEA que les groupes électrogènes utilisés disposent d'une rétention intégrée.

En ce qui concerne le stockage des liquides inflammables, une rétention mobile sera installée sur le sol de la zone concernée ; elle permettra de barrer le passage des liquides au niveau des portes de secours et des portes coupe-feu.

8 PROPOSITION DE L'INSPECTION

□ La demande présentée par la Société CSP vise à obtenir l'autorisation d'étendre les installations de stockage de la plate forme logistique qu'elle exploite Avenue du Midi à COURNON D'Auvergne,

□ Lors des enquêtes publique et administrative, aucun avis défavorable n'a été formulé ; quelques observations ont été faites quant au dimensionnement du séparateur d'hydrocarbures, aux émergences sonores qui pourraient être ressenties à proximité, à la rétention d'écoulements accidentels, aux risques incendie et aux moyens de les prévenir et de lutter contre.

□ En ce qui concerne le risque d'incendie, les deux nouveaux dépôts seront conçus et construits en conformité avec les dispositions réglementaires actuelles ; des écrans seront en particulier mis en place pour éviter que les flux thermiques létaux ne touchent des zones où séjournent ou circulent des tiers.

Le stockage des aérosols et des produits contenant des liquides inflammables se fera dans des zones spécifiquement aménagées.

□ Sur le plan de la pollution des eaux, le seul risque est celui d'un épandage de liquides inflammables : ceux-ci sont cependant stockés en petits contenants dans des zones pourvues d'un aménagement permettant d'en collecter les écoulements éventuels.

Les eaux d'extinction d'un éventuel incendie sont collectées d'une part dans le décaissé des quais, d'autre part dans le bassin de confinement existant.

□ Les propositions faites par le pétitionnaire ont permis d'élaborer un projet de prescriptions techniques adaptées tenant compte des risques de l'installation et des observations des services administratifs. Le projet ci-annexé nous paraît lever les principales observations.

L'exploitant a été consulté par courriel du 18 novembre 2009 sur le projet de prescriptions techniques ; il a émis des observations par courriel du 26 novembre 2009, pour la plupart reprises.

Nous émettons pour notre part un AVIS FAVORABLE à la demande d'autorisation, accompagné du projet de prescriptions ci-annexé, et sollicitons l'avis du Conseil Départemental de l'Environnement et des Risques Sanitaires et Technologiques..

Le Chef de Subdivision,
Inspecteur des Installations Classées
Signé

Vu et transmis,
Le chef du groupe de subdivisions
Allier - Puy-de-Dôme

Signé